

LES DISCRIMINATIONS DISCURSIVES COMME OPERATION POLITIQUE LES MYTHES IDEOLOGIQUES

Si le chapitre précédent a été consacré aux continuités discursives de l'ensemble des programmes, le présent chapitre tente de traiter, cette fois-ci, les particularités de ces discours. En effet, les constats de la comparaison analytique des programmes ne permettent de traiter de « la fin du politique » qu'en termes de *tendance*. Car, au-delà des proximités discursives entre les programmes qui mettent en avant cette tendance, cette comparaison permet de constater, par ailleurs, qu'il existe des différences discursives importantes entre les programmes.

Partant du postulat selon lequel, le politique, dans sa dimension discursive, peut émerger (ou se maintenir) à partir d'une forme discursive polémique qui cherche à définir les conditions de production de la société et de son institutionnalisation (Bourque et al., 1994), il résulte de l'analyse des programmes qu'une opération politique européenne se révèle en train d'émerger de manière institutionnelle. Les discours programmatiques construisent en effet une polémique quant à la conscience du temps, de l'espace et de soi, des rapports sociaux, des rapports des individus ou des groupes d'individus à la société et des rapports entre les différentes institutions de pouvoir.

Dans l'objectif de raffiner ce constat, nous avons procédé à une catégorisation des divergences programmatiques. Ainsi les neuf programmes du corpus de cette recherche peuvent être regroupés de deux manières au sein des trois catégories ; soit selon leur appartenance partisane : programmes liés au PPE, programmes liés au PSE et programmes liés à la GE ; soit selon leurs origines culturelles : programmes des partis français et programmes des partis chypriotes.

En ce sens, dans ce chapitre, nous ne traitons pas de l'ensemble des traits polémiques des discours programmatiques, mais seulement des traits qui permettent le regroupement et donc la distinction des programmes selon leur appartenance partisane. Plus précisément, ce chapitre est structuré selon trois facteurs analytiques transversaux :

Le rapport au temps, c'est-à-dire la manière dont les programmes de la même appartenance idéologique construisent des temporalités et inscrivent leur interprétation de la réalité et leurs projets dans celle-ci. Les interprétations du passé et la construction de l'avenir ainsi que la tension entre ces deux moments.

Les noyaux thématiques, c'est-à-dire la hiérarchisation et la classification des enjeux que les programmes mettent en scène, ainsi que le traitement de ces enjeux.

Les rapports d'énonciation, c'est-à-dire les modalités par lesquelles les propositions des partis s'expriment. Il s'agit de considérer les discours programmatiques comme polyphoniques, c'est-à-dire dans leur propriété de faire entendre d'autres voix au-delà de celles de leurs partis et par rapport auxquelles ils se situent. Ce type d'analyse permet également d'observer comment les électeurs sont convoqués dans chacun des programmes.

Dans un deuxième temps, nous discutons les constats issus de ces trois facteurs de manière transversale. Nous tenterons par là de montrer les mésententes que ces programmes impliquent, tout en les regroupant selon l'appartenance partisane des discours. Quels sont les mythes idéologiques communs que les programmes construisent ? Comment ces mythes se diversifient-ils par rapports aux mythes d'autres idéologies ?

1. La conscience du temps

Nous avons montré dans le chapitre précédent que dans tous les programmes se met en avant un même type chronologique : une perception linéaire du temps qui s'inscrit dans une temporalité *sociale* ; c'est-à-dire d'une durée moyenne (historique/symbolique) par rapport à

une longue – *géologique*, et une courte – *individuelle*. Cette linéarité temporelle englobe trois temps : *le temps passé*, *le temps actuel* et *le temps de projection*. Nous montrerons dans cette section comment les programmes du corpus se ressemblent ou se distinguent selon le type de chronologie construit, en fonction de leur appartenance partisane. L'objectif est, d'analyser, en partant de cet indicateur de la temporalité, les diverses représentations et constructions de l'*Histoire* qui s'opèrent par les relations argumentatives entre les temps et sur lesquelles se basent les projets, en d'autres termes, la différenciation d'*Avenirs* que les partis revendiquent, et ceci dans des perspectives et des clôtures imposées par la temporalité sociale.

1.1. La temporalité au sein des programmes de « la droite » : la crise comme *temps mort*

Les programmes du parti fédéral PPE et de ses composants UMP et DISI, au-delà du fait qu'ils construisent les mêmes temporalités pour représenter la réalité, procèdent aussi d'un même traitement argumentatif des temps. Il s'agit, d'une manière générale, d'une tentative d'effacer le temps de l'actualité et de chercher des perspectives pour l'avenir dans le passé.

1.1.2. Le passé comme exaltation de l'Histoire

Le temps passé au sein de ces programmes est caractérisé, d'un point de vue grammatical, par des verbes conjugués au passé composé. Ces énoncés employés au passé sont le plus souvent portés soit par un locuteur abstrait soit par le « nous » public. De cette manière, le contenu des énoncés en question prend la forme du constat historique ; il fonctionne comme un récit de l'Histoire :

« Elle (l'intégration européenne) a non seulement **apporté** la paix, la liberté et la stabilité, mais elle a aussi **instauré** une ère de compréhension, de coopération et de prospérité sans précédent (...) L'UE a **réussi** à couvrir la plus grande partie du continent (...) Nous nous sommes habitués à vivre dans un espace géographique et politique commun de paix, de liberté, de démocratie et de prospérité (...) dont le succès s'est **démontré** pendant la période de reconstruction qui a suivi la guerre (...) L'UE a **accompli** d'énormes progrès dans la création d'un marché commun (...) » [Programme PPE]

« L'Europe des Pères fondateurs, celle de Jean Monnet et Robert Schuman, de Charles de Gaulle et Konrad Adenauer, s'est **façonnée** autour de valeurs de paix, de grands objectifs et de projets communs (...) ». [Programme UMP]

« Le PPE toutes ces années avec les politiques actives et revendicatives de l'Alerte Démocratique (DISI) et avec la présence dynamique de nos députés européens au sein du Parlement Européen, s'est **démontré** comme le partenaire le plus fidèle et l'allié le plus constant des intérêts de Chypre (...) » [Programme DISI]

Les verbes de ces énoncés décrivent et qualifient le passé. Il s'agit le plus souvent de verbes d'action employés au passé composé : « apporté », « instauré », « réussi », « façonnée », « démontré », « accompli », etc., associés à des occurrences lexicales d'une connotation positive : « paix », « stabilité », « prospérité », « liberté », « progrès », « succès », « fidèle », « allié », « intérêts » etc. C'est donc une série d'interprétations qui cherchent à exalter le passé. Autrement dit, il s'agit d'une construction du temps passé comme situation *idéale*.

Ces *succès* du passé sont mis en relation, ou plutôt sont mis en danger par les énoncés du temps actuel.

1.1.3. L'actualité critique

Le temps actuel au sein du programme du PPE et de ses composants français et chypriote implique notamment l'usage de verbes employés au présent et au passé composé. Il se

caractérise aussi par la présence de déictiques temporels tels que : *aujourd'hui*, *à présent*, *actuel/le*, etc. Il s'agit d'un mode d'énonciation duratif dans le sens où il qualifie une situation, un état des choses, en se référant à une période englobant un passé proche (par rapport à un passé Historique) et le moment de l'énonciation. D'un point de vue grammatical les énoncés de ce temps sont caractérisés par une forte présence des verbes d'état (être et avoir)⁴⁷ au présent de l'indicatif.

« (...) nos économies **sont** confrontées aux défis de la volatilité des devises (...) La coopération **est** indispensable pour affronter une période de difficultés économiques (...) **aujourd'hui** alors que nous **assistons** à des changements profonds dans la société (...) la crise actuelle nous **rappelle** que (...) Cette situation **entraîne** des conséquences négatives pour nos économies (...) Ce phénomène **a** des effets négatifs sur la cohésion sociale et il **est** financièrement intenable à terme (...)» [Programme PPE]

« (...) La crise financière, économique et écologique mondiale sans précédent que nous **traversons revêt** une importance décisive (...) Car cette crise financière se double **aujourd'hui** d'une autre crise, plus globale encore et plus durable : notre planète elle même **est menacée** (...) notre monde **est** plus instable, plus dangereux et plus fragile qu'hier (...) » [Programme UMP]

« (...) L'année **2009 est** pour l'Europe une année de grands défis (...) Tout d'abord parce que nous **faisons** face à une grande crise économique et financière (...) Le réchauffement climatique **est** la dure réalité (...) » [Programme DISI]

Ces énoncés décrivent une situation d'instabilité, une période transitoire susceptible de mettre en danger les acquis européens tels qu'ils ont été présentés par le *temps passé*. En effet, les termes lexicaux utilisés dans ces énoncés s'inscrivent dans une opposition avec les termes utilisés dans les énoncés du *temps passé* : stabilité/changements, prospérité/difficultés économiques-crise, succès/conséquences négatives.

Comme nous l'avons noté auparavant, le *temps actuel* est exprimé dans certains cas par des énoncés qui comportent des verbes au passé composé et qui montrent également la rupture

⁴⁷ Autrement dit, le temps de l'actualité caractérise ce registre de discours que nous avons appelé dans le chapitre précédant : *diagnostic*.

opérée avec le temps historique. Dans le fragment textuel qui suit nous pouvons constater cette rupture :

« Notre continent **était jadis** une terre d’immigration /**mais**/ il est **devenu** une destination majeure pour les immigrants (...) » [Programme PPE]

Les deux temps sont liés par l’occurrence lexicale « mais ». C’est une conjonction grammaticale qui permet d’indiquer une opposition, une transition. Ainsi, le « mais » marque lexicalement, et par là cognitivement, la différenciation de la situation du temps actuel par rapport au temps historique.

Néanmoins, ce temps actuel *critique*, dans sa perspective dynamique, n’est pas seulement en relation avec le passé historique. Il s’inscrit aussi dans une continuité argumentative avec *le temps de projection*.

1.1.4. Avancer... vers le passé

Le temps de projection, accompagne le registre discursif que nous avons examiné et défini dans le chapitre précédent comme *thérapeutique*. C’est-à-dire, qu’il sert notamment à répondre aux enjeux du *temps actuel* en exprimant des projets et en inventant *des futurs*. Nous avons montré également la manière par laquelle les projets et les futurs de chaque parti se constituent comme les seuls possibles : en ayant recours à un vocabulaire dé-politisé et à des référents experts qui les font apparaître, d’une part, comme des solutions aux problèmes et aux défis exprimés par *le temps actuel* et d’autre part, comme moyen de faire face à un avenir terrifiant. Ce qui distingue les programmes de PPE, de l’UMP et de DISI des autres programmes est le type de futur construit au sein de leurs programmes.

En effet les verbes des énoncés du temps de projection qui sont employés au futur se doublent par des verbes de *conservation* ; c’est-à-dire des verbes qui manifestent la volonté de conserver le passé tout en effaçant en quelque sorte le présent. Les projets qui sont mis en avant par les

programmes impliquent certes des transformations, mais il s'agit de transformations et de réformes organisationnelles qui visent le retour à la *normalité* laquelle est momentanément basculée par « la crise ». Nous pouvons dire alors, que pour les programmes de ces partis, sortir de la crise signifie, en quelque sorte, sortir du présent et avancer vers le passé.

« Seule une Europe forte sera en mesure de **défendre** et **protéger** nos intérêts dans le monde (...) nous serons en mesure de **préserver** la prospérité de chacun et d'**assurer** l'avenir de nos systèmes de sécurité sociale (...) pour les cinq prochaines années: **consolider** l'espace de paix européen (...) » [Programme PPE]

« Nous proposons d'agir pour **préserver** les missions de services d'intérêt général (...) **Préserver** des services publics efficaces (...) Nous pensons à ce titre qu'il faudrait **consolider** l'Acte Unique (...) l'impératif de **conserver** en Europe un outil industriel performant (...) » [Programme UMP]

« (...) **garantir** la paix, la sécurité, le développement économique et la prospérité sociale dans l'espace européen (...) elle sera en mesure de **préserver** la prospérité » [Programme DISI]

En ce sens les verbes : « défendre », « protéger », « préserver », « assurer », « consolider » « garantir », étalent que le *futur* souhaité par le discours de ces programmes est un avenir déjà vécu, un *futur passé*⁴⁸. L'avenir ici renvoie plutôt à une chronologie antérieure dont les programmes exaltent les acquis, notamment la prospérité, la sécurité et la paix ; des acquis que « nous serons en mesure de préserver (et) de consolider ». Ces infinitifs participent ainsi à la production de l'un des argumentaires rhétoriques centraux des programmes que nous pouvons qualifier de *conservateurs*.

⁴⁸ La formule est certes inspirée par le travail de Koselleck (1990), mais ici elle n'a pas la même signification. Koselleck, dans sa conception épistémologique de la science de l'histoire, cherche à proposer une solution à un des problèmes majeurs de la démarche historique, c'est-à-dire, le fait que les historiens en écrivant l'histoire après coup, ignorent les « futurs » possibles du passé. Ses réflexions épistémologiques de manière générale se résument par la proposition d'analyser l'histoire non pas à partir de ce qui s'est passé, mais à partir d'une actualité du passé : quels futurs étaient contenus dans le présent du passé en quelque sorte.

La temporalité construite au sein des ces programmes est certes linéaire. Néanmoins, le temps actuel se présente comme une rupture de cette linéarité. C'est-à-dire, qu'il opère comme un *temps mort* entre un passé idéalisé et un futur qui l'envie. Dans ces trois programmes, la crise est appréhendée comme un disfonctionnement temporel du système qu'il faut régler afin d'y reprendre la suite ordinaire de choses. Et ceci est une manière particulière de ces programmes d'appréhender et de représenter la « crise ». Nous verrons par la suite, dans ce chapitre, que pour les autres partis, la « crise » est un élément de preuve, un argument permettant soit pour les uns de dénoncer une mauvaise gestion du système, soit pour les autres de mettre en cause la totalité du système. Autrement dit, bien que l'enjeu de « la crise » soit omniprésent dans l'ensemble des programmes du corpus (tous partis confondus), la manière par laquelle elle est représentée, voire construite, diffère selon l'appartenance partisane des partis producteurs des programmes.

1.2. La temporalité dans les programmes « social-démocrates » : La critique de gestion

Les programmes des partis liés au PSE présentent une même construction du temps, mais surtout, la même rhétorique en découle. Les temporalités utilisées au sein de ces programmes ouvrent les perspectives (contrairement aux programmes des partis de droite) à l'emploi d'un discours critique vis-à-vis de la gouvernance de l'UE et d'un discours *réformateur* de l'organisation de l'UE.

1.2.1. Le temps passé (lointain) prometteur

Le temps du passé au sein des programmes social-démocrates est le plus complexe à décrypter et à analyser. Contrairement aux programmes des partis de droite où le temps passé est surtout

employé dans l'introduction générale du programme et les introductions particulières de chaque chapitre, au sein des programmes des partis social-démocrates, le temps passé se retrouve tout au long des programmes. De plus, le contenu de ce temps complexifie davantage son analyse puisqu'il se partage entre des énoncés ayant un sens positif et des énoncés de sens négatif.

Plus précisément, nous distinguons deux types de temps passé : un passé lointain et plutôt abstrait et un passé proche et plus concret. Le passé lointain qui, lui, se trouve notamment dans les introductions de chaque chapitre donne plutôt, comme dans le cas des partis de droite, un sens positif au passé :

L'Union européenne est fondée sur les **droits de l'homme**, la **non discrimination** et le **respect** de tous (...) L'économie européenne a également apporté d'évidents **avantages** aux consommateurs [**Programme PSE**]

Le passé lointain remonte jusqu'à la création de la communauté européenne. Par là, le discours programmatique des partis socialistes tente de montrer les effets positifs de la création et de l'existence de l'UE. Ainsi les occurrences au passé comportent des traits lexicaux ayant une allure positive : « droits de l'homme », « non discrimination », « respect », « apporté », « avantages ».

Par ce discours, les partis socialistes marquent leur positionnement favorable envers, d'abord, la création de l'Union Européenne, puis l'intégration de celle-ci, dans une période où les courants eurosceptiques montent en puissance. Ainsi, comme les extraits ci-dessus le montrent, le discours *positif* est présent aussi dans les occurrences du passé proche :

En 2001, l'UE a pris un **engagement fort** : consacrer 0,7% de sa richesse au développement en 2015 (...) Les **progrès obtenus** par l'action des socialistes et sociaux-démocrates sont clairement visibles (...) Nous avons obtenu du Conseil une **augmentation** de 50% du budget alloué au programme DAPHNE de lutte contre la violence faite aux femmes (...) [**Programme PSE**]

Les expressions « engagement fort », « progrès », « obtenu », attribuent également un caractère positif aux occurrences du passé proche. De cette manière, le discours programmatique de ces partis met en avant les « succès » obtenus par les actions et les « réussites » des partis socialistes

durant ces dernières années, malgré leur statut de partis « de l'opposition » au sein du parlement européen.

1.2.2. Un temps passé proche et une actualité critique

Néanmoins dans les programmes de ces partis nous avons repéré aussi l'existence d'un temps passé proche qui fusionne avec le temps présent et qui se caractérise par la construction d'un sens *négatif* de l'actualité. Nous appelons ce temps « le temps de la critique ». Ce temps cherche à qualifier les actions politiques menées durant une période certes passée mais récente.

(...) La droite a voté en faveur de nombreuses dispositions affirmant que la protection de l'environnement est une véritable contrainte pour l'agriculture européenne (exemple de l'utilisation des pesticides). (...) Ces cinq dernières années, la droite a disposé d'une majorité en Europe, au sein de la Commission et du Parlement européens, et avec la majorité des gouvernements des Etats membres. Mais qu'en a-t-elle fait ? A-t-elle réussi à faire face à la crise financière mondiale ? A-t-elle enrayé la montée des prix de l'alimentation et de l'énergie ? A-t-elle réduit la pauvreté et les inégalités ? La société est-elle plus juste qu'il y a cinq ans ? A-t-elle soutenu nos propositions pour créer plus d'emplois mieux protégés ? (...) **[Programme PSE]**

(...) Lors du vote du programme de travail pour l'année 2006, l'**UMP a voté contre nos propositions** visant à moderniser l'Europe par le biais d'investissements dans la recherche et l'innovation, de nouvelles infrastructures, de l'économie de la connaissance, l'éducation et la formation, des services publics et sociaux de haute qualité et des investissements dans la politique industrielle européenne (...) **[Programme PS]**

(...) La politique de la droite est partie d'une **foi aveugle** dans le marché, servant les **intérêts d'une minorité** et non de la collectivité, et nous voyons aujourd'hui les **dégâts** causés par des marchés sans régulation sérieuse (...) L'année dernière a vu deux **chocs** sans précédent : **le pire** resserrement du crédit depuis les années 1930 et une **flambée record des prix** de l'énergie et des denrées alimentaires (...) **[Programme EDEK]**

Nous avons choisi d'extraire des types discursifs différents pour chacun de ces programmes afin de montrer que la construction de l'actualité négative et par là les perspectives d'une

démarche critique se réalisent de multiples manières. Ainsi, dans l'extrait issu du programme de PSE nous observons notamment une série de questions concernant les actions politiques menées ces cinq dernières années par la dite « droite ». Une même réponse est imposée virtuellement à toutes ces questions, à savoir le « non » :

- *Non, la droite n'a pas réussi à faire face à la crise financière mondiale ;*

- *Non la droite n'a pas réduit la pauvreté et les inégalités ; etc.*

Dans l'extrait issu du PS la critique s'effectue en opposant les décisions de l'UMP, parti composant le PPE, aux propositions du PS. Les propositions du PS accompagnées par des occurrences ayant une allure positive (« moderniser », « innovation », « haute qualité » etc.) sont présentées comme *du bon sens*. Le vote contre ces propositions apparaît ainsi comme acte négatif méritant la critique. Enfin, dans l'extrait issu du programme de EDEK, la critique s'effectue de façon plus classique ; c'est-à-dire en associant aux politiques menées par « la droite » des termes négatifs : « foi aveugle », « intérêts d'une minorité », « dégâts », « le pire » etc.

Au-delà de la manière dont les programmes de ces partis interpellent le passé, leur utilisation de ce temps *passé proche* leur permet de critiquer la gouvernance de l'UE par leurs adversaires politiques, en l'occurrence le PPE et les partis nationaux le composant. Mais l'essentiel de cette posture critique réside dans le fait que ce temps passé proche négatif est souvent mis en relation avec celui du passé proche positif. Nous citons ci-dessus un exemple type de cette relation argumentaire issu du programme du PSE :

- En 2001, l'UE a pris un engagement fort : consacrer 0,7% de sa richesse au développement en 2015. (*Temps positif*)

- **Mais**

- en 2007, elle a tourné le dos à cet engagement, avec une chute brutale de son effort collectif (passé de 0,41 à 0,38%). (*Temps négatif*)

Si, d'une part, cette manière de mettre en relation ces temps permet au discours programmatique des partis sociaux et démocrates d'exprimer ce qui est possible au sein de l'UE, c'est-à-dire les

possibilités de réalisation des politiques de l'UE, d'autre part, il permet de critiquer une mauvaise gestion de ces possibilités et les politiques menées par le groupe majoritaire au sein du parlement européen, à savoir le PPE. Il est important de préciser que la critique ne concerne pas ce qui est possible pour l'UE mais les actions politiques qui sont censées réaliser ces possibles. En d'autres termes, la critique effectuée par ces discours programmatiques ne vise pas le fond ni l'essence de l'UE, ni même ses objectifs, mais la manière dont la majorité au pouvoir a cherché à arriver à ses fins.

1.2.3. L'amélioration comme horizon d'attente

Ce constat est d'autant plus visible et clair dans l'analyse des projets futurs du PSE et de ses partis membres. En effet, au sein des programmes de ces partis nous observons également l'existence d'un temps de projection. Celui-ci renvoie à une chronologie postérieure et il sert à la création de futurs possibles, ainsi qu'à la présentation des projets des partis. Son contenu lexical se caractérise par l'emploi de verbes conjugués au futur et/ou par la présence de verbes de projection (entendre, proposer, vouloir-faire etc.) ou encore par la référence à des chronologies postérieures (« Fin 2009 », « en 2020 », etc.).

(...) Nous **entendons** négocier un Pacte européen du Progrès Social établissant des objectifs et des normes pour les politiques nationales de solidarité, de santé et d'éducation (...) Nous **agirons** dans tous les États membres pour soutenir des politiques fiscales justes, garantissant le financement des systèmes de protection sociale des citoyens européens (...) Nous **agirons** pour empêcher l'exploitation des travailleurs et pour renforcer leur droit à la négociation collective (...) [**Programme PSE**]

(...) Nous **soutiendrons** la création d'emploi en assurant l'accès des entreprises au crédit dont elles ont besoin pour investir et se développer, par exemple auprès de la Banque Européenne d'Investissement (...) Nous **proposons** d'aider les entrepreneurs à anticiper les changements liés au défi climatique et aux ruptures technologiques (...) [**Programme EDEK**]

(...) Nous **agissons** pour que la culture d'OGM soit strictement contrôlée et soit uniquement envisageable dans le cadre de recherches publiques en milieu fermé (...) Nous **proposons** de renforcer les droits individuels et collectifs des consommateurs et de faire respecter ces droits dans l'Union européenne (...) L'Union européenne doit augmenter ses investissements dans la recherche-développement et l'innovation car il est important qu'elle comble son retard (...) Nous **défendrons** des accords commerciaux incluant des clauses en faveur des droits humains, sociaux, environnementaux (...) **Fin 2009** aura lieu le sommet des Nations Unies, l'Union européenne doit se poser en leader des négociations pour obtenir un accord sur un objectif mondial de réduction de 30% à l'horizon **2020** des émissions de gaz à effet de serre (...) **[Programme PS]**

L'avenir créé ici par les propositions des partis sociaux démocrates se distingue de celui que créent par le parti PPE et ses composantes UMP et DISI. Cet avenir social-démocrate n'est pas mis en lien avec le passé lointain mais plutôt avec le passé proche négatif. Son contenu est en quelque sorte la suite de la démarche critique envers les partis au pouvoir. Ses propositions prennent le sens d'améliorations, de transformations, des réglages et d'ajustements des politiques dont les résultats et les conséquences ont fondé les objets de la critique.

En d'autres termes, les partis sociaux démocrates cherchent à construire un *futur amélioré*. La situation actuelle critique (*la crise*) que tous les programmes construisent n'a été traitée ni comme étant inévitable ni comme étant dépourvue de responsables. Au contraire, elle est ramenée aux mauvaises politiques menées par la majorité au pouvoir. En ce sens, le temps de la projection ici permet aux partis de maintenir leur posture critique vis-à-vis des actions politiques menées par les partis au pouvoir, tant au niveau européen qu'au niveau national.

1.3. La temporalité dans les programmes des partis de « gauche » : Une critique systémique

Les programmes du parti de la GE et de ses membres (PCF et AKEL) se ressemblent du point de vue des temporalités construites au sein des programmes, toute en se distinguant des autres discours programmatiques du corpus. Certes, comme nous l'avons montré dans le chapitre précédent, le type de chronologie construite est le même que pour les autres programmes, c'est-à-dire, une chronologie linéaire avec un *passé*, un *présent* et un *futur*. Or, les différences entre certains programmes, et par conséquent les similitudes avec d'autres, s'observent au niveau de la représentation qu'ils produisent de ces mêmes temporalités et de l'utilisation argumentative qu'ils en font. Elles s'observent dans les rapports qu'ils entretiennent avec le temps.

1.3.1. D'un mauvais passé...

En effet, la particularité du temps passé créé par les programmes de la gauche est que celui-ci ne remonte pas très loin. Il s'agit d'un passé proche. A l'inverse des autres programmes du corpus, au sein du discours programmatique des partis de « gauche » nous constatons l'absence du temps passé lointain, un temps qui, dans les programmes des partis PPE, PSE et leurs composantes, a été construit par un ensemble lexical et argumentatif positif. Autrement dit, dans le discours programmatique des partis GE, PCF et AKEL l'aspect positif a été laissé en dehors de la construction du passé.

Les **conflits** qui émergent en Europe (notamment après le refus par les gouvernements de repenser la coopération de tous les États européens sur une base juste et égalitaire **depuis 1990**) (...) le **conflit** du Caucase d'août **2008** est **devenu** une crise internationale qui a impliqué les États-Unis (...) Les politiques de **bas salaires** et de travail **précaire** appliquées par les gouvernements des pays développés **ont placé** le système financier et de crédit **dans le rouge** (...) La crise est **causée** par le capitalisme néolibéral mondialisé, qui est **poussé en avant** par les élites **irresponsables** (...) [Programme GE]

Cette **dérégulation**, principalement portée par les Etats-Unis, **a été accompagnée** par des **interventions militaires** à l'étranger, comme en Irak et au Moyen-Orient (...) L'Union européenne est totalement engagée dans ce modèle néolibéral capitaliste en **échec**, particulièrement au fil des vingt dernières années (...) Une véritable **dictature** de l'actionnariat et une mondialisation capitaliste-libérale ont abouti à la multiplication des **délocalisations** et à la **compression des salaires**. [Programme PCF]

(...) Ils ont promu la **dérégulation** du travail avec des **emplois précaires, mal** payés et en temps partiel (...) Ils ont institutionnalisé l'**absence** du contrôle de l'Etat sur les prix des produits de base parce qu'« il affecte la concurrence non faussée » et le soit disant libre marché (...) **Malheureusement**, les effets des choix politiques des cercles dominants ayant en tête les partis membres du Parti Populaire Européen, tant au niveau européen que national, **ont conduit** à l'**insécurité** sociale et à la **crise financière**. En se basant sur le modèle néolibéral du capitalisme sauvage, ils défendaient **les intérêts d'une minorité**. Ils ont touché nos vies ; ils sont responsables (...) [Programme AKEL]

Le temps passé tel qu'il est construit au sein de ces programmes ne remonte, au plus loin, qu'à quelques décennies. Cela se constate à la fois par la citation des chronologies chiffrées et par la référence à des événements précis du passé : « depuis 1990 », « le quinquennat précédent », « des interventions militaires à l'étranger, comme en Irak et au Moyen-Orient » etc. Ces locutions au passé sont accompagnées d'un vocabulaire ayant une connotation négative : « conflit », « dans le rouge », « précaires », « dérégulation », « irresponsables » etc. Ainsi le seul passé construit par ces programmes est un passé *négatif*.

Au-delà de la construction négative du passé, les discours programmatiques des partis GE, PCF et AKEL cherchent à attribuer des responsabilités pour cette situation critique. La prise en compte, dans l'analyse, des sujets de ces locutions nous permet d'affirmer que le passé négatif n'est pas seulement lié aux politiques européennes (« l'UE », « le PPE », etc.) mais il les dépasse, car il est lié également aux activités des acteurs non-européens mais mondiaux (« L'OTAN », « l'Administration Bush », « les Etats Unis »). Et si, rien que par cette construction du passé, ces programmes se distinguent des programmes du PPE et de ses composantes, ils se distinguent également des programmes des partis social-démocrates parce

que leurs discours sont également définis comme responsables de la situation. Autrement dit, ici, la majorité au pouvoir de l'UE est certes critiquée mais seulement en tant qu'elle est composée d'« élites irresponsables » qui ont « poussé en avant » ce que les programmes de la gauche définissent comme la cause principale de la crise, à savoir « le capitalisme néolibéral mondialisé ».

1.3.2. ... à un présent pire

Le contenu lexical du temps présent nous permet de développer davantage cette particularité des programmes du parti de la GE et de ses composants. Le temps présent dans ces programmes est certes similaire aux programmes des autres partis dans le sens où il met en avant une situation critique. Ce qui les distingue des autres, est le degré et la dimension de cette situation critique qui sont construites au sein des ces programmes.

(...) Cette crise démontre une fois de plus la **faillite** de la mondialisation néolibérale qui a fait **exploser** les profits des principaux acteurs du marché financier à l'échelle mondiale, sans **aucun contrôle** ni intervention des États. La politique, les États et les sociétés sont **soumis** aux marchés financiers incontrôlés (...) Nous **faisons face** à une **crise** financière, économique et sociale, **une crise de l'ensemble du système** et qui continue à grandir de jour en jour. Elle amplifie la crise alimentaire, énergétique et écologique. Elle aggrave les inégalités de genre. Elle a des **conséquences sur la vie de tous les êtres humains en Europe et dans le monde** (...) Partout, le **choc** est **terrible** dans l'Union européenne (...) Le PGE mène son action en **confrontation** avec les partis conservateurs et libéraux, les partis sociaux démocrates et Verts dans les pays membres et avec les partis politiques européens correspondants qui s'accrochent à la logique de la politique européenne actuelle (...) La **reconstruction** démocratique de l'Europe demeure une tâche urgente pour aujourd'hui (...) [**Programme PGE**]

(...) Multidimensionnelle, **la crise** est celle de tout un modèle de développement, source **d'inégalités monstrueuses**, de **gaspillages incommensurables** des ressources de la planète (...) Elle est le résultat d'une logique capitaliste qui déconnecte toujours plus la

sphère financière de la production créatrice de valeur sociale, qui prône le productivisme au **mépris** de l'environnement, qui étend la marchandisation et le consumérisme au **mépris** de l'humain et de l'intérêt général (...) Des millions d'hommes et de femmes se mobilisent pour faire entendre leur **colère**, leur soif de justice et de changement (...) [Programme PCF]

(...) Les citoyens dans l'UE sont **frustrés** parce qu'ils ne sont pas consultés (...) Parce que le **déficit** démocratique s'approfondit (...) Certains, alors qu'ils se prononcent en faveur d'une politique autonome et pacifique de l'UE, promeuvent en même temps une plus grande **dépendance** vis-à-vis des Etats Unis et de l'OTAN (...) L'**affaiblissement** indirect du rôle de l'ONU. Ils promeuvent des politiques qui interviennent directement aux affaires internes des Etats membres. [Programme AKEL]

Nous observons, alors, que le temps présent est caractérisé par un vocabulaire qui rend problématique, en quelque sorte, le futur ; des termes comme « faillite », « choc terrible », « exploser », construisent un temps actuel sans continuité. La crise dans les programmes des partis de gauche n'est pas un problème momentané, passager, un « temps mort », comme c'est le cas des programmes du PPE et des partis le composant ; mais les signes de la chute irrémédiable « d'un système en faillite ».

La crise n'est pas liée non plus à une mauvaise gestion du système par ceux qui étaient au pouvoir, comme les programmes des partis social-démocrates le signalent ; elle est inévitable, c'est le résultat logique dû au (dys)fonctionnement du système. En ce sens, la majorité au pouvoir, c'est-à-dire, la droite, n'est pas la seule critiquable : sont également critiquables ces forces d'opposition (« les libéraux, les partis sociaux-démocrates et Verts ») qui, selon le discours des partis de gauche, pensent pouvoir améliorer ce système et qui « s'accrochent » aux principes de l'UE actuelle.

La crise au sein de programmes de ces partis n'est pas celle des autres programmes ; elle prend une autre dimension. Cette crise n'est ni passagère, ni causée par une mauvaise gestion du système ; elle n'est pas seulement financière, elle est aussi « sociale », « énergétique », « écologique » : c'est la crise de l'ensemble du système. Contrairement aux discours programmatiques des autres partis, les programmes des partis de gauche ne mettent pas en avant des modifications gestionnaires, mais une « reconstruction » de l'Europe qui selon eux

« demeure une tâche urgente pour aujourd'hui ». Cette rhétorique se rend d'autant plus visible lorsque nous analysons les conditions qui rendent possible un avenir dans les discours programmatiques de ces partis.

1.3.3. Le Futur comme rupture

En effet, l'analyse de la manière dont l'avenir est construit au sein de ces programmes permet de constater un double appel : - l'appel à l'action et – l'appel à la rupture. L'avenir mis en avant ici n'est pas exprimé comme une volonté ou un souhait, mais comme une exigence qui passe par la lutte :

(...) Cela **exige** une **nouvelle** synergie entre les forces sociales et politiques (...) Des **alternatives** sont possibles par **la lutte** en commun (...) Le Pacte de croissance et de stabilité **doit** être **remplacé** par un nouveau pacte de solidarité (...) **Il faut reconstruire** un système de sécurité sociale à l'échelle européenne. La privatisation des services publics **doit** être **inversée** (...) Quant aux nouveaux droits et pouvoirs des salariés et des citoyens, ils doivent leur permettre de **rompre** avec le monopole détenu par les principaux acteurs du marché (...) **revendiquer** pour eux-mêmes afin de parvenir à une **transformation réelle** du pouvoir politique (...) Un **nouveau paradigme** basé sur la coopération au lieu de la concurrence est nécessaire (...) Le Parti de la gauche européenne réaffirme son **exigence** de **dissolution** de l'OTAN (...) Nous voulons un puissant groupe parlementaire de gauche afin de pouvoir **changer** l'Europe (...) **Saisissez cette chance, changez l'Europe maintenant ! [Programme PGE]**

Chaque vote pour le Front de Gauche, le 7 juin prochain, sera, en premier lieu, un «**carton rouge** » à Nicolas Sarkozy (...) Ce que nous voulons, c'est affirmer une **vision nouvelle** de la société et de l'Europe (...) Nous affirmons, dans cette **vision nouvelle**, la place centrale du Féminisme comme un élément constitutif de toute **transformation** sociale (...) A cette fin la BCE **doit** être **transformée** dans ses missions pour être mise au service des populations et soumise à un contrôle démocratique. **[Programme PCF]**

Nous **luttons** pour l'Europe de la démocratie, des peuples souverains, de la consultation et **non pas** d'une Europe au service de multinationales et de la Constitution que les peuples ont rejetée (...) **Non**, aux programmes de l'OTAN qui, de plus, compliquent la résolution du problème chypriote (...) Nous **exigeons** des politiques pacifiques et indépendantes et le plein respect des politiques de l'UE à la Charte des Nations Unies. Le règlement des problèmes internationaux **doit** se faire par des moyens pacifiques et **non** militaires. [Programme AKEL]

Le temps futur au sein de ces programmes montre qu'il n'y a pas en fait d'autre suite possible pour ce temps présent si ce n'est la rupture. Les projets de ces partis et par conséquent l'avenir qui est mis en avant s'expriment d'une part par des verbes : « exiger », « devoir » et « lutter ». D'autre part, ces verbes sont en relation avec des termes de rupture : « alternatives », nouveau paradigme », « transformation réelle », « dissolution », « vision nouvelle » etc. Autrement dit, l'avenir dans ces programmes n'est possible que *via* la rupture avec l'état actuel des choses.

2. Les thèmes des Programmes

Cette partie consiste à rendre compte de l'analyse des particularités des programmes quant aux thèmes majeurs (enjeux, valeurs et positions) qui sont mobilisés par les partis comme des outils dans la construction des réalités idéelles européennes. Nous traiterons certaines particularités en termes de présence / absence, c'est-à-dire des thèmes qui sont présents ou absents de ces programmes. Certaines autres vont être traitées en termes de plus ou moins forte présence ou plus ou moins faible absence, c'est-à-dire, des thèmes qui sont présents ou absents d'une manière significative. D'autres vont être analysées selon le traitement que font les programmes d'un même thème. Cette démarche nous permettra de mettre en lumière le contenu thématique des mythes européens, tout en les distinguant selon l'appartenance idéologique des partis qui les produisent. Nous présenterons au sein de cette section de manière successive les thèmes particuliers pour les programmes de la droite, puis pour les partis social-démocrates et enfin, pour les partis de la gauche.

2.1. Les thèmes de « la droite »

Les programmes des partis dits de droite présentent des proximités significatives sur le plan thématique, c'est-à-dire qu'il existe des thèmes de campagne qui occupent une place importante au sein de ces trois programmes tant du point de vue quantitatif que structural. Ces traits thématiques fondent des composants des mythes semblables pour ces trois partis. En même temps, ces thèmes de la droite opèrent en tant que traits distinctifs des mythes produits par les autres programmes, ceux des partis social-démocrates et ceux des partis de la gauche.

2.1.1. Le Primat de la finance

L'élaboration d'une description analytique de ces programmes en trois niveaux permet de distinguer comme proximité majeure la dominance du thème de l'économie. Ceci est à la fois visible dans l'analyse lexico-métrique des programmes, dans leur structuration thématique et dans l'analyse du cotexte de ces lexèmes et thématiques.

L'analyse lexico-métrique permet de constater que le vocabulaire ayant une connotation économique occupe une place importante dans le vocabulaire de ces trois partis : leur fréquence est forte au sein des programmes. Par exemple, la forme lexicale réduite « économ+ » est la quatrième forme la plus citée au sein des ces programmes ; le « marché+ » la sixième plus citée ; et la forme réduite « financ+ » parmi les vingt les plus fréquentes.

Les trois programmes semblent accorder également une place importante au thème de l'économie du point de vue de leur structuration thématique. En effet, dans le programme du PPE, le chapitre qui traite des enjeux économiques et financiers intitulé « Créer la prospérité pour tous », se situe tout en haut du programme. On retrouve dans ce chapitre des sous-parties

intitulées : - « Une économie guidée par des valeurs », - « L'achèvement du marché unique et l'expansion de la zone euro », - « Une meilleure coordination des politiques économiques » etc.

Tableau 3 : Hiérarchisation structurale des thèmes dans le programme du PPE

<i>Ordre d'apparition</i>	<i>Intitulés des thématiques</i>
-	Introduction
1	Créer la prospérité pour tous
2	Faire de l'Europe un lieu plus sûr
3	Combattre le changement climatique
4	Relever le défi démographique
5	Unir l'Europe sur la scène mondiale

Dans le programme de DISI, le chapitre qui traite les enjeux économiques est également intitulé « Créer la prospérité pour tous »⁴⁹. Il est situé en deuxième position juste après le chapitre « Parti Populaire Européen et la question chypriote » qui traite du « problème chypriote » au tout début du programme.

Tableau 4 : Hiérarchisation structurale des thèmes dans le programme de DISI

<i>Ordre d'apparition</i>	<i>Intitulés des thématiques</i>
	Introduction

⁴⁹ Nous analyserons cette proximité et plus généralement les continuités des programmes des partis chypriotes avec les manifestes de leurs partis européens dans le chapitre suivant (IV).

1	Parti Populaire Européen et le problème chypriote
2	En créant de la prospérité pour tous
3	En luttant contre le changement climatique
4	L'enjeu démographique et le vieillissement de la population
5	L'Europe acteur principal de la scène internationale

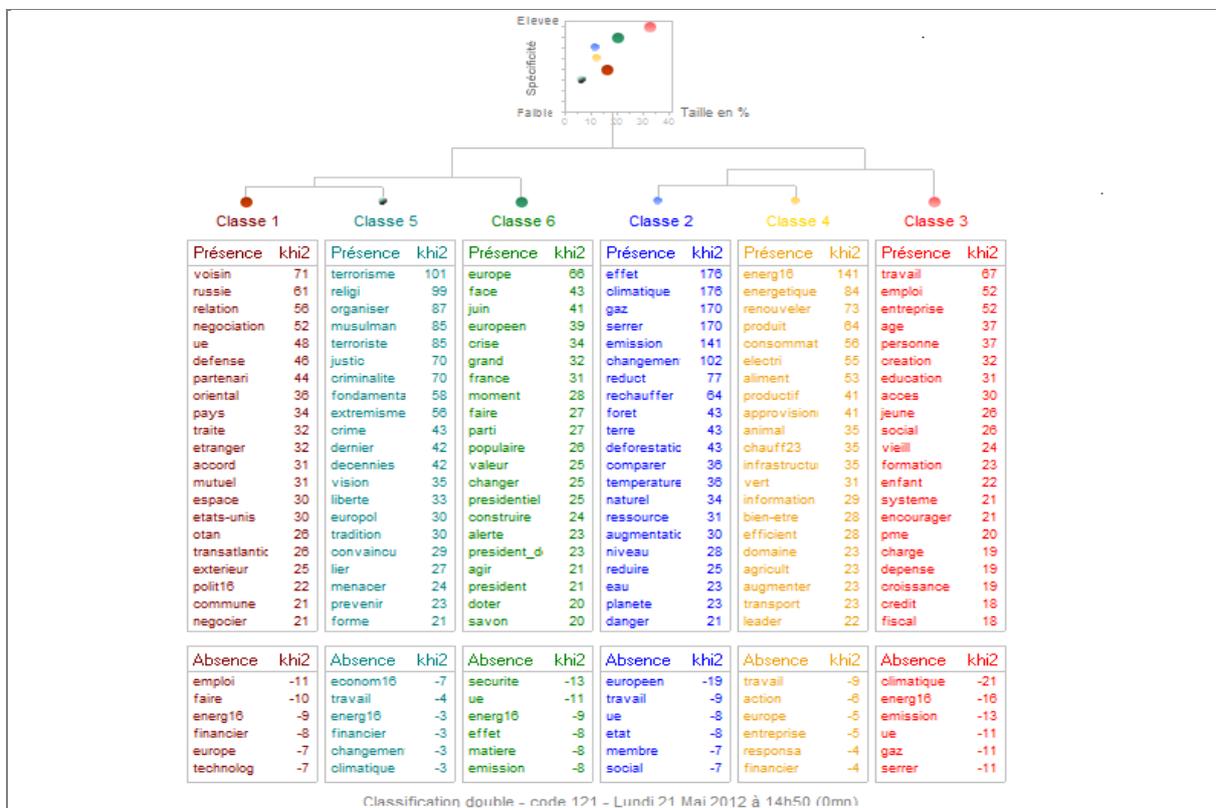
Dans le programme de l'UMP, les questions financières sont traitées dans la première partie de la présentation des propositions : « Notre Europe de l'action : face à la crise, bâtir une Europe qui protège ». Dans cette section du programme, nous observons par exemple des thématiques intitulées : « Coordonner les plans de relance », « Moraliser le capitalisme financier », « Redynamiser les bassins industriels » etc.

Tableau 5 : Hiérarchisation structurale des thèmes dans le programme de l'UMP

<i>Ordre</i>	<i>Intitulés des thématiques</i>
	Introduction
1	Notre Conviction
2	Notre Ambition
3	Notre Europe de l'Action : 30 propositions pour une Europe qui agit et qui protège
3.1	Face à la crise, bâtir une Europe qui protège

Au-delà de cette place importante accordée aux enjeux économiques du point de vue de la structuration hiérarchique des thèmes de campagne, ces trois programmes se ressemblent aussi par leur manière de traiter des enjeux *a priori* non-économiques et financiers. En effet, nous avons souligné le fait que la forme réduite « économ+ » est l'une des occurrences lexicales les plus fréquentes des trois programmes. Néanmoins, la classification de type *Alceste* du corpus, effectuée par le logiciel *Iramuteq*, montre que cette occurrence n'est significative d'aucune classe lexicale ; au contraire l'occurrence lexicale « économie » caractérise le document dans son ensemble. Autrement dit, la forme réduite « économ+ » peut être interprétée comme un élément transversal du discours électoral de ces trois partis.

Figure 4 : La classification du corpus des programmes PPE, UMP, DISI



En effet, plusieurs thèmes de ces programmes, *a priori* non économiques, se révèlent traités dans des termes financiers et économiques. C'est notamment le cas de « l'enjeu démographique du vieillissement de la population » et du « défi écologique du réchauffement climatique ». L'analyse discursive de ces chapitres, et plus généralement du cotexte des termes ayant une connotation « écologique » ou « démographique », permet de constater que leurs enjeux sont

ramenés à leur dimension économique et financière. Comme on peut l'observer dans les extraits ci-dessous, les voisinages lexicaux des termes « technologies vertes », « déforestation », « environnement », « réchauffement climatique », « changement climatique » etc. se caractérisent par la présence importante d'un vocabulaire économique et financier comme par exemple « économie », « investissements », « marché », « financement », « PIB », etc. :

« Un mouvement courageux et audacieux vers des technologies contemporaines, efficaces et **vertes** est utile non seulement pour l'amélioration de l'**environnement** et de notre qualité de vie à tous mais aussi pour l'**économie** elle-même, puisque ce mouvement attribuera à notre patrie un rôle de **leadership** sur les questions d'exploitation des nouvelles technologies et la rendra plus attractive pour la réalisation d'**investissements**. » [Programme DISI]

« (...) assumer le leadership dans la lutte contre la **déforestation** au niveau international, notamment par le recours au **marché** du carbone et en soutenant la mise en place d'un mécanisme de **financement** international de gestion durable pour préserver les **stocks forestiers**. » [Programme UMP]

« En Europe, presque toutes les régions souffriront des impacts futurs du **changement climatique**, ce qui posera des défis considérables à de nombreux **secteurs économiques** (...) nous devons y parvenir d'une manière équilibrée qui garantira la sécurité énergétique indispensable tout en investissant dans des formules alternatives pour assurer l'approvisionnement **énergétique** de nos **économies**. (...) Selon ses conclusions, un investissement d'**1% du PIB** mondial est nécessaire pour réduire les effets du **réchauffement climatique**, faute de quoi on risquerait d'assister à une **récession** pouvant aller jusqu'à **20% du PIB** mondial (...) » [Programme PPE]

Parallèlement, l'analyse du contenu de ces extraits permet de soutenir l'idée que les questions écologiques dans ces programmes ont été principalement traitées en tant que variables économiques. Par exemple, dans le programme de DISI, le développement des technologies vertes est appréhendé comme un moyen d'attirer de nouveaux investisseurs à Chypre. Dans celui de l'UMP, l'enjeu de la « déforestation » est lié au « marché du carbone » et à « un mécanisme de financement ». Dans le programme du PPE, il est soutenu que l'absence des

efforts immédiats contre le réchauffement climatique entraînera des coûts supplémentaires pour l'économie mondiale.

Nous noterons également que dans le programme de l'UMP, certains enjeux « écologiques » et « environnementaux » sont traités de manière transversale ; c'est-à-dire, qu'ils apparaissent dans des chapitres différents en prenant ainsi la forme de variables des problèmes et des projets traités et proposés par les programmes. Des chapitres tels que : « NOTRE CONVICTION : le monde change, l'Europe doit changer », « Acheter ensemble notre énergie ». Dans ce premier chapitre que nous venons de citer, la liaison entre les questions écologiques et celles de l'économie se met en avant aussi par sa structuration interne. On observe par exemple deux sous-titres successifs intitulés : - « Faire Face à une crise mondiale exceptionnelle... », - « ... aggravée par le réchauffement climatique et l'insécurité alimentaire ». De cette manière, le réchauffement climatique compose essentiellement l'un des paramètres qui influent sur la crise financière et économique.

De même, des observations similaires ont été constatées également pour le thème du « changement démographique ». Autrement dit, l'enjeu du changement démographique, lui aussi, est traité en tant que variable de la dimension économique. Ce phénomène peut être constaté par l'étude du voisinage lexical des termes « changement démographique », « vieillissement de la population », « personnes âgées » etc. En effet, comme les extraits ci-dessous permettent de l'observer, ceci est composé par des termes qui renvoient au domaine économique et financier tels que : « l'emploi », « l'entreprise », « développement économique », « dépenses publiques », « dépenses de pension », « PIB », etc. :

« Chypre et l'Europe font face au grand défi du **changement démographique** avec la diminution du nombre des naissances, l'augmentation de l'espérance de vie et par conséquent le **vieillissement de la population**. Pour cette raison l'U.E devra adopter et mettre en place un nouvel agenda social qui encouragera une meilleure exploitation des personnes âgées et du troisième âge, soutenant **l'emploi** et l'esprit d'**entreprise** de manière à ce que ces personnes restent actives et utiles, contribuant au **développement économique**. » [Programme DISI]

« Le **vieillessement** provoquera des pressions accrues sur les **dépenses publiques**, même si la situation varie considérablement d'un pays à l'autre (...) (Le) **vieillessement** de la génération du baby-boom (45–65) entraînera une hausse considérable de la proportion des **personnes âgées** en Europe, et donc des **dépenses de pension** et des autres **dépenses de sécurité sociale** (...) Les **dépenses publiques liées au vieillessement** passeront de 3 à 4 % du **PIB** entre 2004 et 2050, ce qui correspond à une hausse de 10% des **dépenses publiques** liées aux pensions, aux services de santé et à des dépenses de services. » [Programme PPE]

Les propositions présentes dans le programme de DISI consistent à mettre en avant une gestion du problème du vieillissement de la population européenne afin d'être profitable pour le « développement économique ». Les extraits issus du programme du PPE insistent davantage sur les conséquences que le vieillissement de la population aura sur la santé financière des Etats européens. Mais que le lien entre le changement démographique et le domaine financier soit fait de telle manière ou telle autre, ce qu'il importe de souligner ici est que le domaine des finances est mis au premier plan du discours programmatique de ces partis de la « droite européenne ».

2.1.2. Au-delà de la finance, la sécurité

Un deuxième trait thématique qui renforce la cohérence de ces trois programmes quant à la production de la réalité européenne, est la place importante accordée au thème de la sécurité/insécurité. En effet, nous constatons que dans les trois programmes, la fréquence de la forme lexicale « sécurité » est très importante. Comme nous pouvons l'observer dans le tableau ci-dessous, elle est la neuvième forme réduite la plus citée au sein des programmes de la droite.

Tableau 6 : L'occurrence lexicale "sécurité" dans les programmes PPE, UMP, DISI

Forme Réduite	Effectif	Forme Réduite	Effectif	Forme Réduite	Effectif
Européen	322	Union	84	Renforcer	61
Europe	207	Travail	78	Changement	61
Polit+	197	Social	77	Climatique	59
Econom+	182	Système	74	Monde	58
UE	124	Mondial	71	Important	58
Marché	101	Emploi	70	Energ+	57
Pays	97	Financier	69	Crise	56
Etat	95	Développement	68	Droit	55
Sécuri+	93	Membre	66	Défi	54
Action	91	Citoyen	66	Coopératif	54
PPE	90	Objectif	63	Grand	51
Faire	86	Niveau	62	Efficace	51

Nous avons montré précédemment que le thème de la sécurité/insécurité au sens général est l'un des composants constitutifs de la « peur » que l'ensemble des programmes propagent. Ce qui distingue les différents programmes tient à la manière par laquelle ils construisent cette « insécurité ». Ainsi, tandis que l'insécurité économique est mise au premier plan de tous les programmes, d'autres *insécurités* ne caractérisent que le discours programmatique des partis de droite.

La classification du corpus de ces trois programmes avec le logiciel Alceste a permis de dégager six classes lexicales. Ainsi, l'occurrence « sécurité » figure dans le vocabulaire significatif de deux de ces classes : Il s'agit de la « classe 1 » et de la « classe 5 ». Dans la première, le Khi2 de l'occurrence lexicale « sécurité » s'élève à 16 ; Cette classe est composée par un vocabulaire qui renvoie à un champ géopolitique extra-européen.

Tableau 7 : Le vocabulaire significatif de la classe 1 des programmes PPE, UMP, DISI

Effectif dans le corpus	Khi2	Occurrence
93	58.46	UE
14	45.40	Illégal
26	42.44	Traiter
8	37.54	Défense
48	32.92	Sécurité
9	31.66	Négociation
64	29.83	Commun
16	29.33	Etranger
6	28.04	Transatlantique
12	27.49	Voisinage
36	27.49	Coopération
114	27.18	Européen
8	26.99	Arme
8	26.99	Frontière
5	23.32	Mutuel
16	22.57	Russie
9	22.53	Extérieur
7	22.38	Oriental
17	20.24	Immigration

Dans la deuxième, le mot en question présente un Khi2 de 5 ; le vocabulaire de celle-ci renvoie aux enjeux de la « criminalité » et du « terrorisme » lié au « fanatisme religieux ».

Les extraits ci-dessous tirés du cotexte du mot sécurité au sein des programmes de ces trois partis permettent de constater ces relations lexicales :

(...) Il n'existe pas de réponses simples et **sûres** aux questions posées par la manière de protéger nos valeurs fondamentales, de vaincre la menace terroriste et celle du crime organisé, de régler la question de l'immigration illégale et de garantir la **sécurité** aux citoyens européens (...) C'est pourquoi le Parti Populaire Européen a développé une politique visant à protéger les citoyens européens et à faire de l'Europe un lieu de vie plus **sûr**. [Programme PPE]

(...) Avec le renforcement de la coopération judiciaire et policière, l'Europe travaille pour notre **sécurité** et celle de nos enfants (...) construire ensemble un espace économique et humain commun dans un véritable partenariat pour partager la même **sécurité**, la même prospérité (...) Commerce, migrations, **sécurité**, changement climatique, **sécurité** alimentaire sont autant d'enjeux partagés pour un destin commun de part et d'autre de la Méditerranée (...) Aux projets en cours, il faut en ajouter d'autres :- la surveillance maritime systématique, chaînon manquant de la **sécurité** de nos côtes (...) [**Programme UMP**]

(...) Le but ultime est de créer une Europe meilleure, avec plus de **sécurité** (...) afin de garantir la paix, la **sécurité**, le développement économique et la prospérité sociale dans l'espace européen et de contribuer à ce que notre planète devienne un espace de vie meilleur et plus **sûr** pour tout le monde (...) de manière à ce que l'Europe devienne un espace de paix, de **sécurité**, de stabilité et de coopération (...) Chypre avec sa position géopolitique cruciale peut jouer un rôle important en participant aux mécanismes européens de défense et de **sécurité** (...) [**Programme DISI**]

La sécurité fonctionne comme un principe qui non seulement joue sur la présence de certaines thématiques dans les programmes, mais oriente aussi le traitement même des enjeux présents dans les programmes. A partir de l'analyse du contexte d'apparition du terme de sécurité nous pouvons constater que celui-ci traverse, en tant que principe de lecture, certains thèmes définis comme enjeux. Il s'agit plus précisément des enjeux liés à la religion et à l'immigration. Ces enjeux sont parallèlement associés à des termes ayant une connotation négative, de par l'emploi du substantif « fanatisme » ou de l'adjectif « inégale », ce qui donne lieu à la production d'expressions figées telles que « fanatisme religieux » ou « immigration inégale ». En ce sens, la religion, ainsi que l'immigration sont traitées en tant que facteurs qui influencent la sécurité des citoyens européens. Nous verrons par la suite du chapitre que les autres programmes mobilisent d'autres valeurs pour appréhender et construire ces enjeux.

2.2. Les thèmes des programmes « social-démocrates »

La cohérence thématique des programmes PSE, PS et EDEK, peut être résumée par l'importance que ces discours programmatiques accordent au domaine économique et au rôle structurant que la valeur de « droit » joue dans ceux-ci. L'analyse classificatoire du corpus effectuée avec l'aide du logiciel *Iramuteq* nous permet de constater que le corpus, composé des discours programmatiques des partis social-démocrates, présente deux classes lexicales particulières par rapport à la classification des autres programmes du corpus.

Il s'agit des classes lexicales « 2 » et « 6 ». Le vocabulaire de la classe 2 renvoie au *monde* économique et financier. La classe 6 a comme mot d'ordre le « droit ». Le raisonnement qui anime le traitement de ce thème est le suivant : de quel droit et à qui le droit ? Ces classes lexicales qui caractérisent les programmes socialistes ne sont pas sans lien entre elles. En effet nous illustrerons et analyserons ces particularités dans cette partie, tout en mettant en lumière la cohérence idéologique des singularités du discours programmatique des partis social-démocrates.

2.2.1. Une politique de droits

Parmi les dix mots les plus caractéristiques de la classe 6, c'est-à-dire des occurrences ayant un Khi_2 supérieur à 30 ($Khi_2 > 30$) nous repérons les mots : « droit », « travail », « femme », « enfant », « immigrés », « travailleur », « homme » etc. L'analyse du cotexte de ces occurrences majeures de la classe 6 nous permet de mettre en avant le fait que l'occurrence « droit » qui est par ailleurs l'occurrence la plus citée (67 fois) joue un rôle structurant au sein de cette classe.

Tableau 8 : Le vocabulaire significatif de la classe 6 des partis PSE, PS, EDEK

Effectif dans la classe	Khi_2	Occurrence
-------------------------	---------	------------

67	116.95	Droit
37	70.34	Travail
28	70.33	Femme
17	62.61	Professionnel
11	61.59	Accueil
19	58.39	Enfant
10	49.07	Migrant
11	48.86	Violence
18	47.91	Directive
8	44.62	Congé
9	43.49	Parental
23	41.78	Travailleur
26	39.20	Homme
20	37.26	Egalité
6	33.38	Sexuel

Comme nous pouvons l'observer dans les extraits issus des programmes des partis social-démocrates, l'occurrence « droit » est associée à la plupart des mots caractérisant la classe 6 :

(...) nous croyons que le renforcement des **droits** effectifs des **femmes** sera facteur d'importantes avancées sociales économiques et démocratiques pour tous les européens
 (...) nous proposons d'établir des **droits** améliorés au **congé parental** pour les **hommes** et les **femmes** en Europe (...) Faciliter l'intégration des **immigrés** dans leur nouvelle communauté avec les mêmes **droits** et obligations (...) [Programme PSE]

(...) l'Union Européenne est fondée sur les **droits de l'homme** (...) pour une résolution du problème chypriote qui mettra fin à l'occupation, elle restaurera l'unité de notre pays et elle assurera les **droits de l'homme** et les libertés fondamentales (...) La reconnaissance du **droit** de retour des réfugiés selon le droit international et européen. De même pour le **droit individuel** à la propriété (...) Le respect des **droits** de l'homme et de l'Etat de droit (...) [Programme EDEK]

(...) nous voulons une politique d'immigration qui accorde davantage de place à l'**immigration** légale qui favorise l'intégration qui respecte les **droits** fondamentaux et qui engage un véritable dialogue avec les pays tiers (...) révision des règles sur le

regroupement familial afin qu'elles soient plus respectueuses du **droit** à vivre en **famille** (...) soutenir concrètement les processus démocratiques et lutter contre les violations des **droits** de l'**homme** (...) nous voulons que l'Union Européenne soit un espace de liberté et de justice dans lequel les **droits** de chacun sont garantis sans distinction d'**origine**, de **sexe**, de **religion**, d'**âge** ou d'**orientation sexuelle**, un espace dans lequel les violations de ces **droits** seraient enfin sanctionnées (...) [**Programme PS**]

Les occurrences majeures de cette classe lexicale en étant en lien avec la forme réduite « droit+ » constituent ainsi une série de formules figées : « droits des femmes », « droits des immigrés », « droits de l'homme » etc. Autrement dit, les termes « femmes », « homme », « immigrés » etc. qui sont, du point de vue de l'analyse lexicométrique, parmi les occurrences les plus importantes de la classe 6, ne prennent sens qu'à travers leur lien avec le terme « droits ». L'importance de cette occurrence, par conséquent, n'est pas seulement lexicométrique : elle est ancrée dans le contenu argumentatif et thématique de cette classe. Le contenu de cette classe n'implique pas les « femmes » en tant que telles, ni les « immigrés », mais il se réfère aux « droits des femmes », aux « droits des immigrés ». Le terme « droit » est en quelque sorte le mot d'ordre qui structure le sens et la cohérence des énoncés au sein de cette classe.

L'occurrence « droit », ainsi attachée à quelqu'un ou à quelque chose dans les discours des partis social-démocrates opère sur les propositions des partis en tant que justification ou légitimation de la construction des projets politiques exprimés par ces partis, contrairement par exemple aux programmes de la droite où ce rôle est joué, comme nous l'avons montré précédemment, par l'« économie ». L'extrait ci-dessus issu du programme du PS est un exemple type de cette opération :

(...) alors que la Colombie est régulièrement pointée du doigt pour ses violations des **droits** de l'homme la droite au parlement refuse toujours la révision des préférences commerciales que l'Europe accorde à ce pays (...) [**Programme PS**]

Dans cet exemple, les « droits » et plus précisément les « violations des droits » sont à la fois source de légitimation de la proposition du parti concernant *la révision des préférences*

commerciales que l'Europe accorde à Colombie et matrice de la critique adressée à *la droite* qui *refuse toujours* cette révision.

Au-delà de la présence très caractéristique de l'occurrence « droits » au sein de la classe 6, nous ne pouvons nier le fait que cette occurrence est parmi celles qui traversent le discours programmatique des partis social-démocrates. En effet, cette occurrence n'a pas seulement l'effectif le plus élevé de la classe 6, mais elle dessine l'un des effectifs des plus élevés de l'ensemble des programmes des partis social-démocrates. Le terme « droit » est répété au sein de ces programmes quatre-vingt fois et figure dans les dix occurrences les plus citées du discours programmatique de ces partis.

Nous observons par exemple des phrases telles que : « l'Union Européenne est fondée sur les droits de l'homme » etc. Nous pouvons constater que « les droits » est une occurrence majeure de l'ensemble des programmes social-démocrates. Le discours programmatique de ces partis tente de construire « le droit » comme principe fondateur de l'UE.

Or, ces « droits » doivent être analysés également en relation avec les autres occurrences majeures des programmes de ces partis. Autrement dit, les droits n'agissent pas seulement comme source de légitimation des politiques proposées par ces partis, mais ils impliquent également des conditions de réalisation de ces droits dont il est question au sein des programmes. Plus précisément nous tenterons d'analyser la relation entre le principe des *droits* et le vocabulaire qui caractérise la classe 2.

2.2.2. La finance comme condition des droits

En retournant à la classification du type Alceste effectuée à l'aide du logiciel *Iramuteq*, nous pouvons constater qu'une autre classe lexicale caractérise en particulier ces trois programmes social-démocrates. Il s'agit de la « classe 2 », composée notamment par un vocabulaire qui renvoie au domaine économique : « financier », « marché », « crédit », « bancaire », « argent », etc.

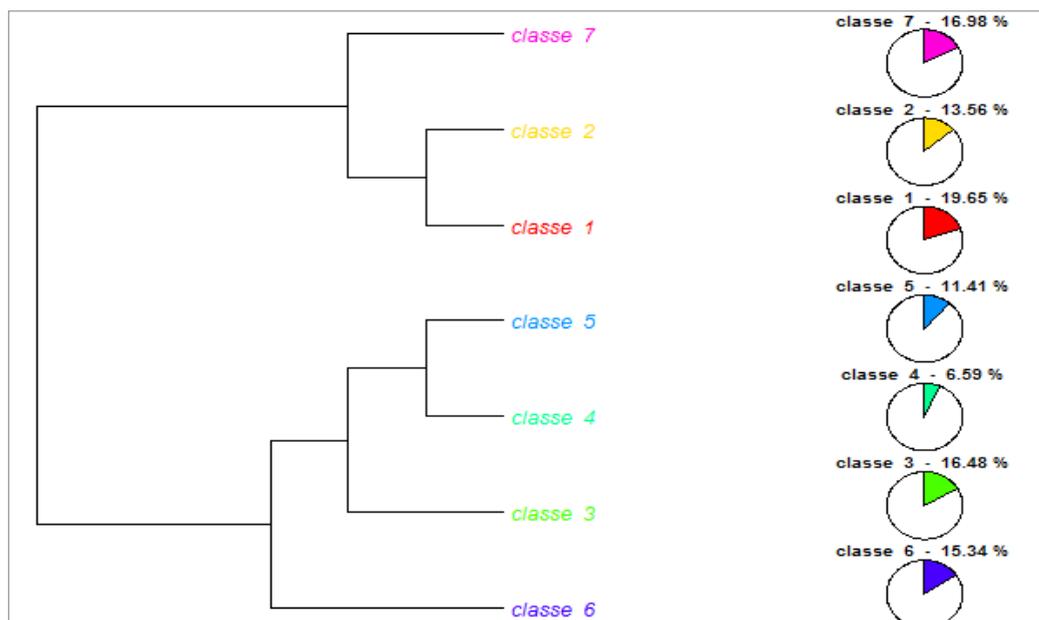
Tableau 9 : Le vocabulaire significatif de la classe 2 des programmes PSE, PS, EDEK

Effectif dans la classe	Khi2	Occurrence
36	179.70	financier
20	102.80	transparence
26	79.59	marché
16	77.27	régulation
10	64.56	supervision
14	60.03	crédit
10	56.93	bancaire
16	52.79	banque
20	45.76	règles
14	45.23	contrôle
7	45.02	paradis
7	45.02	argent
7	45.02	impôt

Cette classe ne doit pas être confondue avec celle qui caractérise les programmes des partis de droite, à savoir la « classe 1 ». En effet, toutes les deux classes sont caractérisées par un vocabulaire économique. Or, comme nous pouvons le constater par le *dendrogramme* issu de l'analyse Alceste⁵⁰, ce vocabulaire se sépare en deux classes distinctes par l'opération de la troisième classification descendante du corpus.

⁵⁰ Il s'agit de l'analyse Alceste effectué pour l'ensemble des programmes du corpus.

Figure 5 : Dendrogramme de la classification Alceste pour l'ensemble des programmes



Autrement dit, quoique les classes lexicales 1 et 2 soient composées d'un vocabulaire similaire, elles se différencient entre elles selon les relations que leur vocabulaire entretient avec les occurrences lexicales de l'ensemble du corpus. Par conséquent, il est nécessaire d'entrer dans le texte et d'étudier le cotexte de ces classes afin de saisir la logique de leur séparation.

C'est par cette opération analytique que nous avons pu constater que le vocabulaire de la classe 2 est en lien avec le vocabulaire de la classe 6, c'est-à-dire la classe structurée par l'occurrence « droit » :

L'UE doit être à l'avant-garde de l'action pour la paix et le développement social et **économique** durable dans le monde, conditions premières de la sécurité à laquelle ont **droit** tous les êtres humains (...) Si nous voulons stimuler l'activité et les échanges en Europe, et créer davantage d'emplois avec des **droits** sociaux et des normes environnementales de haut niveau, il faut parachever **le marché** intérieur européen (...) L'Europe est l'une des régions les plus **riches** du monde. Certains disent que nous n'avons plus les moyens d'avoir des **droits** sociaux conséquents. Mais l'Europe,

première **économie** et premier marché du travail à l'échelle mondiale, a la capacité de faire agir cette **économie** et ce **marché** au service des citoyens, des travailleurs et des entrepreneurs (...) Nous défendrons des accords **commerciaux** incluant des clauses en faveur des **droits** humains, sociaux, environnementaux (...) [**Programmes Partis PSE, PS, EDEK**]

Dans ces extraits, nous observons que les termes du domaine économique et financier (économique, économie, marchés etc.) sont en lien avec les termes du domaine des droits et en particulier avec l'occurrence « droit ». Du point de vue de l'argumentation sur cette relation, le fragment textuel issu du programme du PSE : « Certains disent que nous n'avons plus les moyens d'avoir des droits sociaux conséquents ... » fait surgir cette relation également de manière rhétorique. Cet extrait se caractérise, par ailleurs, par un ton ironique envers ces « certains ». Tout en posant le fait que l'UE n'a pas les moyens pour mener une politique des droits sociaux, il présuppose que les droits sociaux sont dépendants des moyens financiers. La réponse à cet argument des « certains » apparaît dans la suite de l'extrait : « Mais l'Europe, première économie et premier marché du travail à l'échelle mondiale, a la capacité de faire agir cette économie et ce marché au service des citoyens, des travailleurs et des entrepreneurs ». L'argument ici est que l'Europe est la première économie au monde et en tant que telle a la capacité d'attribuer des droits à ses citoyens.

Ainsi, de cette relation ressort la rhétorique selon laquelle la condition majeure de l'attribution des droits aux citoyens européens est le maintien de l'UE à niveau économique élevé. Cela nous permet de mettre en avant le fait qu'au sein de ces programmes, l'économie a un sens particulier, autre que celui construit par les discours programmatiques des partis de « la droite ». La croissance économique et financière est ici un outil au service de la réalisation des droits des citoyens. Autrement dit, tandis que la droite cherche à construire à travers ses programmes les conditions d'un monde « sûr », les partis sociaux démocrates revendiquent une « société des droits » à travers le développement économique.

2.3. Les thèmes des programmes de gauche

Comme dans les précédents groupes de programmes, dans les programmes des partis de gauche, il y a certains thèmes qui dominent dans les discours programmatiques. Ce sont des thèmes qui, par leur seule présence, par la structuration des programmes, ou encore par la construction interne du sens de ces discours programmatiques prennent une valeur particulière.

2.3.1. La domination de l' « égalité »

L'un des thèmes qui peut être qualifié à la fois comme majeur et comme particulier aux programmes de gauche est le thème de l'égalité. L'importance du terme est tout d'abord visible à partir de l'analyse de la structuration thématique des programmes. Autrement dit, on constate cette importance à travers la présence au sein des intitulés des chapitres ou des sous-chapitres de ces programmes des dérivés du terme égalité : « IV. Une Europe démocratique et égalitaire »

Mais l'omniprésence du thème de l'égalité se met surtout en évidence à partir de la classification lexicale des textes programmatiques des partis de gauche. Celle-ci montre que la forme lexicale « égalité » est une des principales formes qui caractérisent la classe lexicale 5. Il présente en effet le troisième Khi2 le plus élevé de la classe (Khi2 : 22.85). Comme nous pouvons l'observer dans le tableau ci-après, les autres termes qui caractérisent cette classe selon leur Khi2 sont : « vivre », « participation », « populaire », « loi », « demander », « participer », « union européenne⁵¹ », « échelle nationale⁵² », décisions », etc.

⁵¹ Ces deux occurrences apparaissent dans l'analyse classificatoire du logiciel Iramuteq séparément. Or l'analyse du cotexte des ces deux occurrences permet de constater qu'elles sont associées au sein de cette classe lexicale.

⁵² Idem.

Tableau 10 : Le vocabulaire significatif de la classe 6 des programmes GE, PCF, AKEL

<i>Ordre</i>	<i>Forme</i>	<i>Khi2</i>
1	Vivre	26.91
2	Participation	23.31
3	Egalité	22.85
4	Populaire	22.07
5	Loi	22.07
6	Demander	20.44
7	Participer	17.49
8	Union européenne	16.24*
9	Echelle nationale	15.66*
10	Décisions	13.43

Il faut noter que cette classe est en elle-même particulièrement importante pour l'analyse de l'ensemble du corpus. Son importance repose sur le fait qu'elle est composée par un vocabulaire issu, à un degré à peu près égal, de chacun des trois programmes. Le tableau ci-dessous présente la contribution de chaque programme dans la composition lexicale de chaque classe selon le Khi2.

Tableau 11 : La composition lexicale des classes selon la contribution des programmes GE, PCF, AKEL

	C1	C2	C3	C4	C5	C6	C7	C8	C9
PGE	0,4	6,1	-13,4	-1,1	-0,4	-1,1	0,4	-1,3	12,4
AKEL	-2,1	-1,7	1,3	-0,04	0	4,7	0,04	7,2	-7,2
PCF	0,4	-2,9	10,7	2,0	0,5	-0,5	-0,9	-1,2	-2,9

Parallèlement, nous pouvons noter que la forme lexicale « égalité » caractérise aussi la classe 4⁵³. Si nous observons de plus près la composition lexicale de cette classe nous constatons que son vocabulaire sert notamment à la construction de la démarche critique de ces programmes que nous avons repérée également auparavant : « changer », « crise », « changement », « élections européennes » sont quelques-unes des formes lexicales qui caractérisent cette classe.

Tableau 12 : Le vocabulaire significatif de la classe 4 des partis GE, PCF, AKEL

Effectif dans le corpus	Khi2	Occurrence
10	32.77	Changer
25	30.57	Crise
11	29.06	Changement
12	25.98	Elections européennes
5	24.15	Aller
5	24.15	Perspective
14	21.14	Femme
15	19.21	Homme
12	15.12	Ouvrir
15	10.85	Européens
6	7.33	Financière
6	7.33	Juin
48	6.79	Europe
7	5.81	Question
14	5.52	Egalité
9	3.83	Solidarité

Bien évidemment, cette analyse textuelle classificatoire ne reflète qu'en partie l'importance du thème de l'égalité au sein des programmes de gauche. Nous devons analyser le cotexte de cette forme lexicale pour saisir son poids au sein du discours programmatique de ces partis. En effet, l'analyse montre que l'importance de l'égalité ne réside pas seulement dans son statut d'occurrence lexicale mais également comme facteur argumentatif.

(...) pour construire un espace démocratique européen qui garantisse la liberté de conscience et l'**égalité** des citoyennes et des citoyens quelques soient leurs convictions

⁵³ Mais elle la caractérise de manière moins frappante.

philosophiques et religieuses(...) le parti de la gauche européenne demande la mise en application concrète de la nouvelle politique de voisinage de l'union européenne sur la base de l'**égalité** (...) les femmes doivent pouvoir se faire entendre et participer à **égalité** aux prises de décisions (...) les politiques commerciales et de développement de l'union européenne doivent être réellement conformes aux objectifs de développement du millenium et réalignées sur le principe d'**égalité** entre tous les pays (...) [**Programmes partis de gauche**]

Comme nous pouvons le constater dans ces extraits, la forme « égalité » est notamment utilisée dans l'énonciation des projets, autrement dit dans la construction de l'avenir souhaité par ces partis. Elle opère de manière transversale et elle fonctionne comme fil conducteur de la construction des projets concernant des multiples questions de la société : les diversités « philosophiques et religieuses », les « politiques commerciales », la « prise des décisions », la politique de voisinage. Partant de l'acceptation, développée auparavant, selon laquelle les projets des partis sont articulés dans les programmes politiques en fonction des constats, nous pouvons alors nous poser la question de savoir sur quels constats se fondent ces projets structurés par le principe d'égalité. Ainsi par l'étude du cotexte du temps passé et du temps de l'actualité, nous constatons que la description (critique) de la situation actuelle est fondée sur le principe des inégalités ; voici un exemple :

(...) Multidimensionnelle, la crise est celle de tout un modèle de développement, source d'**inégalités** monstrueuses, de gaspillages incommensurables des ressources de la planète, de tensions et de conflits dans le monde. [**Programme PGE**]

Suivant ce constat nous pouvons soutenir que le facteur de la dichotomie égalité/inégalité joue un rôle structurant au sein du discours programmatique des partis de gauche. D'une part l'inégalité est impliquée comme constat dans la qualification du passé ; d'autre part, l'égalité construit le possible et l'avenir souhaité de la rhétorique de ces partis tout en fournissant une légitimité à leurs projets politiques. Pour aller plus loin, ce constat en combinaison avec le fait de la forte présence d'un vocabulaire qui renvoie au domaine économique et financier au sein de tous les programmes permet d'avancer la thèse selon laquelle le facteur de l'égalité/inégalité opère comme un idéal typique dans la construction politique de la réalité par ces partis, qui autorise la critique du système économique de l'UE.

2.3.2. La finance comme source de l'inégalité

Nous ne pouvons pas négliger le fait que, dans ces programmes comme dans les programmes des autres partis, nous observons une forte présence d'un vocabulaire composé par des termes du domaine économique et financier. Celui-ci est notamment regroupé dans la classe 7, issue de l'analyse de type Alceste. Nous repérons principalement des occurrences : « banque-centrale »⁵⁴, « travail », « pacte », « priorités », « financier », « crédit », « emploi », « raison », « marché » etc.

Tableau 13: La composition de la classe 7 des programmes GE, PCF, AKEL

Effectif dans le corpus	Khi2	Occurrence
11	43.67	Banque centrale
14	34.85	travail
4	34.79	pacte
4	34.79	priorités
9	31.64	financier
7	28.65	crédit
17	26.42	emploi
5	26.36	raison
4	18.07	marché
4	18.07	bas
4	18.07	BCE

Or, l'étude du cotexte de ces occurrences montre que le vocabulaire économique est utilisé au sein de ces programmes comme une manière de construire la critique sur la réalité économique plutôt que comme une manière de construire la réalité. Autrement dit, contrairement aux

⁵⁴ Les occurrences « banque » et « centrale » apparaissent dans la classification du type Alceste effectué à l'aide du logiciel Iramuteq comme des unités lexicales différentes. Or, l'étude du cotexte de ces unités met en avant le fait que l'unité « centrale » six fois sur ses sept apparitions dans l'ensemble du corpus opère comme composant d'une même formule textuelle, à savoir « banque centrale européenne ».

discours programmatiques des autres partis, l'économie ne constitue pas une source génératrice, constituante de la réalité, mais plutôt de déconstruction d'une certaine vision de la réalité.

(...) Le parti de la gauche européenne estime que la seule issue possible de cette crise est de se battre pour une Europe démocratique et sociale une Europe des peuples et non une Europe des **banques** (...) Les gouvernements, les institutions de l'Union européenne et les **organismes économiques** mondiaux (**FMI, Banque mondiale, OMC...**) ont imposé privatisations et dérégulations. De ce fait, les fondements néolibéraux des traités de l'Union européenne relevant du dogme de « l'**économie** de marché ouvert où la concurrence est libre » sont remis en question, qu'il s'agisse de la liberté incontrôlée de circulation des **capitaux**, de la privatisation et de la libéralisation des services publics, du statut et de la mission de la **Banque centrale européenne** (...) **[Programme GE]**

(...) Tous ces dangers sont le résultat d'une déréglementation généralisée menée sous la pression des firmes **multinationales** et de choix politiques qui placent la rentabilité **financière** des **capitaux** et la concurrence au dessus de toute considération humaine (...) Cette crise est donc aussi l'échec de l'« Europe libérale » : celle de l'« **économie** de **marché** ouverte où la concurrence est libre » ; celle de « l'interdiction de toute entrave à la libre circulation des **capitaux** » ; celle du libre-échange généralisé et de son corollaire : la mise en concurrence des territoires et des peuples pour tirer les acquis sociaux vers le bas ; celle d'une **banque centrale européenne (BCE)** échappant à la souveraineté populaire et totalement dévouée aux **marchés financiers** (...) **[Programme PCF]**

Dans les extraits ci-dessus, les termes qui renvoient au domaine économique, comme par exemple « banque », « capitaux », « économie », « marché », sont mobilisés dans une perspective critique de l'état actuel des choses. Le vocabulaire du domaine économique est associé à un vocabulaire ayant une connotation négative : « non », « imposés », « dogme », « dangers » etc. Le vocabulaire économique, alors, est utilisé au sein des programmes des partis de gauche non pas pour mettre le domaine économique au premier plan de l'organisation sociale, mais pour critiquer la priorité accordée, par ceux qui sont au pouvoir de l'UE, à l'économie et à la finance au détriment du principe de l'égalité.

2.3.3. Une lecture internationale qui valorise la paix et défend les immigrés

Au-delà de l'importance du principe de l'égalité/inégalité et de la particularité dans l'utilisation du vocabulaire économique, nous ne pouvons pas négliger l'importance d'un autre vocabulaire, au sein des programmes des partis de gauche. Celui-ci renvoie à un champ extérieur à l'UE. L'analyse classificatoire du corpus montre que parmi les classes lexicales qui caractérisent le corpus de ces partis, deux sont composées d'un vocabulaire similaire. Elles traitent des affaires internationales de l'UE ; il s'agit des classes 6 et 9.

En effet, les deux classes sont composées par des occurrences lexicales qui renvoient à un champ extra-européen. Plus précisément la composition de la classe 6 se caractérise notamment par les formes : « pacifique », « résolution », « peuple », « ONU », « solidarité », « démocratique », « méditerranée », « UE », « respect », « sociétés ». La classe 9, quant à elle, est composée notamment par des occurrences : « Etats-Unis », « conflit », « militaire », « OTAN », « installation », « désarmement », « bilatéraux », « sécurité », « paix » etc.

Tableau 14: Le profil lexical de la classe 6 du corpus composé par les programmes GE, PCF, AKEL

Effectif dans le corpus	Khi2	Occurrence
8	44.98	pacifique
6	29.81	résolutions
25	21.21	peuple
6	17.50	ONU
9	16.93	solidarité
13	15.36	démocratie
4	15.34	méditerranée
14	13.57	UE
8	11.40	respect
5	11.19	sociétés

Tableau 15: Le profil lexical de la classe 9 du corpus composé par des programmes GE, PCF, AKEL

Effectif dans le corpus	Khi2	Occurrence
11	68.64	Etats-Unis
9	42.07	conflit
12	37.69	militaire
10	36.43	OTAN
4	24.07	installation
4	24.07	désarmement
4	24.07	bilatéraux
12	19.78	sécurité
5	17.75	confrontation
4	12.05	militarisation
17	10.66	international
7	10.64	accord
5	8.56	structure
15	8.51	européens
48	8.07	Europe
16	7.42	paix

Nous avons signalé précédemment qu'une telle classe lexicale, composée par un vocabulaire similaire, est également présente dans l'analyse des programmes de droite. Or, par l'étude du cotexte de ces classes nous constatons que l'argumentation construite par ces dernières, malgré la proximité du vocabulaire avec celui de la classe des partis de droite, ne va pas dans le même sens. A partir d'une lecture internationale de l'état actuel des choses, les partis de gauche tentent de construire une autre réalité, et par là de donner un autre sens possible aux traitements de certains enjeux.

Dans le discours programmatique des partis de gauche, il ne s'agit pas de se référer au champ international pour mettre en avant une situation « dangereuse », liée à la montée du « terrorisme » et par là de justifier les interventions militaires, en Afghanistan par exemple, au nom de la « sécurité ». Au contraire, dans les programmes des partis de gauche, le vocabulaire *international* est au service de la critique des opérations militaires auxquelles l'UE participe.

(...) Le déploiement des forces de l'**OTAN** en Afghanistan et les demandes croissantes des **Etats-Unis** d'augmenter la participation européenne montrent la faillite de la stratégie d'intervention **militaire** suivie par l'administration Bush (...) Le parti de la Gauche Européenne réaffirme son exigence de dissolution de l'**OTAN**. Nous sommes opposés à la logique des blocs **militaires** y compris les tentatives et les politiques de création de structures **militaires** européennes (...) [**Programme GE**]

Les termes « faillite », « dissolution », « opposés » qui sont liés au vocabulaire extra-européen appréhendent d'une manière négative la politique internationale de l'UE en permettant aussi aux partis de gauche de se dissocier de ces actions en les critiquant. On peut en effet constater que les formes « pacifique » et « paix » figurent parmi les occurrences qui caractérisent respectivement les classes lexicales 6 et 9. A côté de cette observation nous alignons également un constat issu de l'analyse thématique des programmes ; à savoir que dans les trois programmes des partis de gauche nous observons un chapitre qui porte, intégralement ou en partie, sur le thème de la « paix » : « Une Europe de paix et de coopération » [GE] ; « L'impératif de la paix » [PCF] ; « Pour la paix la démocratie et contre les guerres et les déficits » [AKEL]. Voici quelques extraits de ces chapitres :

(...) La **militarisation** de la politique étrangère de l'Union Européenne liée à l'**OTAN** doit être remplacée par une conception alternative de sécurité fondée sur la **paix** (...) [**PGE**]

(...) En tant que représentants de la France au parlement européen nous ferons entendre à l'opposé de la politique de Nicolas Sarkozy le projet d'une Europe indépendante récusant les logiques de mise en concurrence des peuples et au service de la **paix** et du **désarmement** (...) [**PCF**]

(...) Nous voulons une politique **pacifique** et indépendante et une conformité totale dans les faits de la politique de l'UE avec la charte de l'**ONU**. L'affrontement des problèmes **internationaux** doit se faire par des moyens **pacifiques** et non pas militaires (...) [**AKEL**]

Enfin, il est important de souligner que par l'analyse du cotexte de ces classes lexicales, surgit le constat d'un lien fort entre le vocabulaire international et la question de l'immigration. En